

Efficacité des subventions publiques aux PME en République Démocratique du Congo : analyse des performances économique-financières dans le cadre du COPA-PADMPME

Effectiveness of Public Subsidies to SMEs in the Democratic Republic of Congo: An Analysis of Economic and Financial Performance under the COPA-PADMPME Program

Derrick MBUKI FITI

Enseignant Chercheur à la faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université Kongo.

Centre de Recherche et de Formation sur le Financement des PME En Afrique Centrale
(CReFF-PME)
République Démocratique du Congo (RDC)

Charles MBIYAVANGA NTAMBA

Enseignant Chercheur à la faculté des Sciences Economiques et de Gestion
Université Kongo.

Centre de Recherche et de Formation sur le Financement des PME En Afrique Centrale
(CReFF-PME)
République Démocratique du Congo (RDC)

Date de soumission : 16/12/2025

Date d'acceptation : 02/04/2026

Pour citer cet article :

MBUKI FITI D. & MBIYAVANGA NTAMBA C. (2026) «Efficacité des subventions publiques aux PME en République Démocratique du Congo : analyse des performances économique-financières dans le cadre du COPA-PADMPME», Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 9 : Numéro 2 » pp : 337 - 358

Résumé

Cet article analyse les effets des subventions publiques sur la performance économique et financière des PME financées par le programme COPA-PADMPME à Matadi, en République Démocratique du Congo. Il adopte une approche évaluative exploratoire basée sur une comparaison de quelques indicateurs économique-financiers avant et après subvention, à partir d'un échantillon de 11 PME disposant de données complètes collectées en mai 2025.

Les résultats montrent globalement une amélioration du chiffre d'affaires, du résultat net, de la capacité d'autofinancement et de l'emploi. Toutefois, la rentabilité nette évolue de manière plus contrastée, traduisant une pression sur les coûts liée à la croissance des activités.

L'étude met en évidence que les subventions constituent un levier de développement, dont l'efficacité dépend des capacités organisationnelles et de l'accompagnement des PME. Les résultats doivent être interprétés avec prudence en raison des limites méthodologiques.

Mots clés : *PME, subventions publiques, performance financière, COPA-PADMPME*

Abstract

This article analyzes the effects of public subsidies on the economic and financial performance of SMEs funded by the COPA-PADMPME program in Matadi, Democratic Republic of Congo. It adopts an exploratory evaluation approach based on a comparison of several economic and financial indicators before and after the subsidy, using a sample of 11 SMEs with complete data collected in May 2025.

The results show an overall improvement in turnover, net income, self-financing capacity, and employment. However, net profitability shows a more mixed picture, reflecting cost pressures related to business growth.

The study highlights that subsidies constitute a lever for development, the effectiveness of which depends on the organizational capacities and support provided to SMEs. The results should be interpreted with caution due to methodological limitations..

Keywords : *Public subsidies, SMEs, Financial performance, COPA-PADMPME*

Introduction

Dans les économies en développement, les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle déterminant dans la dynamique de croissance économique, notamment en matière de création d'emplois, de diversification du tissu productif et de réduction de la pauvreté. En République Démocratique du Congo (RDC), elles constituent l'essentiel du tissu entrepreneurial et contribuent significativement à l'activité économique. Toutefois, leur développement demeure fortement contraint par des difficultés structurelles, en particulier un accès limité au financement, des taux d'intérêt élevés et des exigences de garanties souvent inaccessibles. Ces contraintes s'expliquent en partie par les asymétries d'information et les imperfections du marché du crédit, qui limitent l'accès des PME aux ressources financières nécessaires à leur croissance (Stiglitz & Weiss, 1981 ; Beck & Demirgüç-Kunt, 2006).

Face à ces contraintes, les pouvoirs publics, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, ont mis en place des dispositifs de soutien visant à stimuler le développement du secteur privé. Parmi ces instruments, les subventions publiques occupent une place importante en tant que mécanisme de financement non remboursable destiné à renforcer les capacités productives des entreprises. Dans ce cadre, le Programme d'Appui au Développement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (PADMPME), soutenu par la Banque mondiale, a introduit le Concours de Plans d'Affaires (COPA), qui vise à financer et accompagner les PME à fort potentiel de croissance. Ce dispositif combine un appui financier direct et un accompagnement technique, dans le but d'améliorer la compétitivité des entreprises bénéficiaires et de favoriser la création d'emplois.

Cependant, au-delà de l'importance des ressources mobilisées, la question de l'efficacité réelle de ces subventions demeure au cœur des débats scientifiques. Si certaines études mettent en évidence un effet positif des subventions sur la croissance et la performance des entreprises (Ayyagari et al., 2011), d'autres soulignent des effets plus nuancés, voire négatifs, liés à des problèmes d'aléa moral, de dépendance ou de mauvaise allocation des ressources (Lerner, 1999 ; Howell, 2017). Dans le contexte africain, et particulièrement en RDC, les travaux empiriques sur cette question restent encore limités, ce qui rend nécessaire une analyse approfondie des effets des subventions publiques sur les performances des PME.

Dans ce contexte, la problématique de cette recherche peut être formulée comme suit : comment les subventions accordées dans le cadre du COPA-PADMPME contribuent-elles à l'amélioration de la performance financière des PME bénéficiaires ?

Pour répondre à cette question, cette étude adopte une approche méthodologique mixte combinant des analyses quantitatives et qualitatives. L'analyse quantitative repose sur une comparaison des indicateurs de performance financière avant et après l'octroi de la subvention, notamment le résultat net, la marge nette, le chiffre d'affaires, l'évolution de l'emploi et la capacité d'autofinancement. Cette approche est complétée par une analyse qualitative fondée sur des enquêtes et des entretiens auprès des dirigeants des PME, permettant de mieux appréhender les effets perçus des subventions.



Le présent article est structuré comme suit : la première section présente la revue de la littérature et les fondements théoriques relatifs aux subventions et à la performance des PME ; la deuxième section expose le cadre conceptuel et les hypothèses de recherche ; la troisième section décrit la méthodologie adoptée ; la quatrième section présente les résultats empiriques ; enfin, la cinquième section propose une discussion des résultats, avant de conclure sur les implications de l'étude.

1. Revue de la littérature

1.1. Fondements théoriques des subventions publiques

Les subventions publiques s'inscrivent dans une logique d'intervention de l'État visant à corriger les défaillances du marché et à soutenir le développement économique. Selon la théorie des défaillances du marché (Pigou, 1912), l'intervention publique se justifie lorsque les mécanismes de marché ne permettent pas une allocation efficiente des ressources, notamment en présence d'externalités ou d'asymétries d'information.

Dans le cas des PME, ces défaillances se traduisent principalement par un accès limité au financement. Les travaux de Stiglitz et Weiss (1981) montrent que les asymétries d'information sur les marchés du crédit conduisent à un rationnement du crédit, pénalisant particulièrement les petites entreprises. Dans cette perspective, les subventions apparaissent comme un instrument permettant de compenser ces contraintes et de faciliter l'investissement productif.

Toutefois, cette justification théorique n'est pas unanimement acceptée. Si la théorie keynésienne (Keynes, 1936) met en avant le rôle positif des dépenses publiques dans la stimulation de l'activité économique, d'autres approches, notamment issues de l'économie libérale, remettent en cause l'efficacité des interventions publiques. Hayek (1944) souligne ainsi que les subventions peuvent perturber les mécanismes de marché et conduire à des distorsions dans l'allocation des ressources.

Plus récemment, les travaux de Mazzucato (2013) réhabilitent le rôle de l'État en tant qu'acteur stratégique de l'investissement et de l'innovation. Toutefois, cette approche insiste également sur la nécessité d'une intervention publique ciblée et efficace, soulignant que toutes les formes de subventions ne produisent pas nécessairement les effets escomptés.

Ainsi, dès le cadre théorique, la question de l'efficacité des subventions apparaît comme ambivalente, oscillant entre justification économique et critiques relatives à leur inefficience potentielle.

1.2. Effets des subventions sur la performance des PME : apports empiriques et controverses

Sur le plan empirique, la littérature présente des résultats contrastés quant à l'impact des subventions publiques sur la performance des PME. D'un côté, plusieurs études mettent en évidence un effet positif significatif. Beck et Demirguc-Kunt (2006) montrent que l'accès au financement constitue un déterminant clé de la croissance des entreprises, tandis que Ayyagari

et al. (2011) soulignent que les dispositifs de financement public contribuent à l'expansion des PME et à la création d'emplois.

Dans le même sens, certaines recherches indiquent que les subventions permettent aux entreprises de franchir des seuils critiques d'investissement, d'améliorer leur productivité et d'accroître leur compétitivité. Ces résultats soutiennent l'idée selon laquelle les subventions peuvent jouer un rôle de catalyseur dans le développement des PME.

Cependant, ces conclusions ne font pas l'unanimité. Howell (2017) montre que l'impact des subventions sur la productivité dépend fortement des capacités initiales des entreprises, suggérant que les effets positifs sont conditionnels et non systématiques. De même, Lerner (1999) met en évidence des inefficiences liées à un mauvais ciblage des bénéficiaires, pouvant conduire à une allocation sous-optimale des ressources publiques.

Ces résultats contradictoires révèlent une tension importante dans la littérature : alors que certaines études mettent en avant les effets positifs des subventions, d'autres soulignent leur caractère sélectif et leur efficacité variable. En d'autres termes, les subventions ne produisent pas des effets homogènes, mais dépendent de facteurs contextuels et organisationnels.

Dans la littérature francophone récente, plusieurs travaux confirment le caractère ambivalent de l'efficacité des dispositifs publics de soutien aux PME. Ainsi, El Idrissi et al. (2022) mettent en évidence que les subventions publiques peuvent contribuer à améliorer la résilience financière des entreprises et à renforcer leur capacité d'investissement, en particulier dans des environnements économiques instables. Toutefois, ces effets positifs ne sont ni automatiques ni uniformes. Kouassi et N'Dri (2022) montrent que l'efficacité des subventions dépend fortement de la qualité des mécanismes d'accompagnement non financier, notamment en matière de formation, de gouvernance et de suivi. En l'absence de ces dispositifs, les subventions peuvent produire des effets limités, voire temporaires. Par ailleurs, Benali et Ait Kadi (2020) soulignent l'hétérogénéité des impacts des politiques publiques selon les caractéristiques des entreprises bénéficiaires, notamment leur taille, leur secteur d'activité et leur niveau de structuration.

Ces contributions confirment que les subventions peuvent constituer un levier de performance, mais que leur efficacité reste conditionnée par des facteurs organisationnels, institutionnels et contextuels, ce qui justifie la nécessité d'une analyse empirique contextualisée.

1.3. Limites analytiques et enjeux spécifiques dans les pays en développement

Au-delà des divergences empiriques, la littérature met en évidence plusieurs limites structurelles dans l'évaluation de l'efficacité des subventions. La théorie de l'agence (Jensen & Meckling, 1976) souligne les risques de divergence d'intérêts entre les pouvoirs publics et les bénéficiaires, pouvant conduire à des comportements opportunistes et à une utilisation inefficace des ressources.

Par ailleurs, un problème majeur réside dans la difficulté d'établir une relation causale entre les subventions et la performance des entreprises. Comme le soulignent plusieurs travaux empiriques, les PME bénéficiaires des subventions sont souvent sélectionnées sur la base de

leur potentiel de performance, ce qui introduit un biais de sélection. Ainsi, l'amélioration observée des performances peut être liée aux caractéristiques initiales des entreprises plutôt qu'à l'effet direct des subventions.

Cette difficulté est particulièrement marquée dans les pays en développement, où les contraintes de données et les limites des dispositifs de suivi-évaluation rendent l'analyse empirique plus complexe. De plus, des facteurs contextuels tels que la qualité de la gouvernance, l'environnement institutionnel et les conditions du marché influencent fortement l'efficacité des politiques publiques de soutien aux PME.

Dans ce contexte, un vide persiste dans la littérature, notamment en ce qui concerne l'évaluation empirique des subventions dans des environnements spécifiques comme celui de la RDC. Les études existantes restent limitées et souvent centrées sur des analyses descriptives, ce qui justifie la nécessité d'une approche empirique approfondie mobilisant des indicateurs financiers pour évaluer l'efficacité des subventions.

2. Cadre conceptuel et hypothèses de recherche

2.1. Cadre conceptuel de l'étude

L'analyse de l'efficacité des subventions publiques sur la performance des PME s'inscrit dans un cadre théorique combinant les approches des défaillances du marché, de la théorie de l'agence et des modèles de croissance des entreprises. En effet, les subventions sont généralement conçues comme un instrument permettant de corriger les contraintes d'accès au financement et de soutenir l'investissement productif des entreprises.

Dans cette perspective, les subventions peuvent être considérées comme un levier facilitant l'accumulation de capital, l'amélioration des capacités productives et le renforcement de la compétitivité des PME. Elles permettent notamment de financer l'acquisition d'équipements, le renforcement du fonds de roulement et l'expansion des activités, ce qui peut se traduire par une amélioration des performances économiques et financières.

Cependant, la littérature souligne que ces effets ne sont ni automatiques ni uniformes. L'efficacité des subventions dépend de plusieurs facteurs, notamment les caractéristiques internes des entreprises (taille, ancienneté, niveau de structuration), la qualité de la gouvernance et l'environnement institutionnel. Par ailleurs, en l'absence de mécanismes de suivi et d'accompagnement, les subventions peuvent générer des inefficiences ou produire des effets limités.

Sur cette base, le cadre conceptuel de cette étude repose sur un mécanisme d'impact structuré autour de trois niveaux :

- Input : subvention publique (ressource financière non remboursable)
- Processus intermédiaires : investissement, amélioration de la productivité, renforcement organisationnel
- Output : performance économique et financière (rentabilité, croissance, viabilité financière)

Ainsi, le modèle conceptuel peut être synthétisé comme suit : **Subvention** → **Investissement** → **Productivité** → **Performance financière**.

Modèle déductif et intégratif, souvent utilisé dans les recherches sur les politiques publiques et la performance des PME. Ce modèle conceptuel est inspiré des travaux de Keynes (1936), Solow (1956), Romer (1986) et Porter (1990), reliant l'intervention publique à la performance des entreprises à travers l'investissement et la productivité. En effet, il met en évidence une relation indirecte entre la subvention et la performance, médiée par les capacités d'investissement et d'organisation des entreprises. Il suggère également que l'effet des subventions peut varier selon les caractéristiques des PME et leur environnement.

2.2. Hypothèses de recherche

À partir du cadre conceptuel et des enseignements de la littérature, cette étude propose d'examiner les hypothèses suivantes dans une perspective évaluative fondée sur l'analyse comparative des performances avant et après l'octroi des subventions :

- H1 : L'octroi de la subvention s'accompagne d'une amélioration du résultat net des PME bénéficiaires.
- H2 : L'octroi de la subvention s'accompagne d'une augmentation du chiffre d'affaires des PME bénéficiaires.
- H3 : L'octroi de la subvention s'accompagne d'une augmentation du niveau d'emploi au sein des PME bénéficiaires.
- H4 : L'octroi de la subvention s'accompagne d'une amélioration de la capacité d'autofinancement des PME bénéficiaires.

Ces hypothèses s'inscrivent dans une démarche empirique visant à analyser les évolutions observées des indicateurs de performance financière à la suite de l'intervention publique. Elles ne visent pas à établir une relation causale stricte, mais à mettre en évidence des tendances associées à l'octroi des subventions, dans un contexte marqué par des contraintes de données et l'absence de groupe de contrôle.

3. Méthodologie

3.1. Positionnement de l'étude et approche méthodologique

Cette étude s'inscrit dans une démarche évaluative visant à analyser les effets des subventions publiques sur la performance économique et financière des PME bénéficiaires du programme COPA-PADMPME dans la ville de Matadi. Compte tenu des contraintes liées à la disponibilité des données et à la nature du dispositif étudié, la recherche adopte une approche empirique exploratoire.

L'analyse repose sur une méthode comparative avant/après, permettant d'examiner les évolutions des indicateurs de performance des PME à la suite de l'octroi des subventions. Cette approche ne vise pas à établir une relation causale stricte, mais à identifier des tendances associées à l'intervention publique.

Par ailleurs, l'étude mobilise une approche mixte combinant des analyses quantitatives et qualitatives. L'approche quantitative est complétée par des enquêtes et des entretiens auprès des dirigeants des PME, permettant d'intégrer les perceptions des bénéficiaires et de mieux interpréter les résultats observés.

3.2. Population d'étude et échantillon

La population de l'étude est constituée des PME ayant bénéficié des subventions dans le cadre du programme COPA-PADMPME dans la ville de Matadi.

L'échantillon retenu comprend 11 PME bénéficiaires, sélectionnées sur la base de la disponibilité de données financières complètes avant et après l'octroi des subventions. Ce choix s'explique par des contraintes liées à la disponibilité et à la fiabilité des informations financières, notamment dans un contexte où les systèmes de gestion et de reporting des PME restent encore peu formalisés.

Par ailleurs, les données ont été collectées en mai 2025, soit dans une période relativement récente par rapport à la mise en œuvre des subventions. Cette proximité temporelle limite la disponibilité de séries de données complètes pour un plus grand nombre d'entreprises, ce qui justifie le recours à un échantillon restreint mais fiable.

Dans ce contexte, l'étude s'inscrit dans une démarche exploratoire, privilégiant la qualité et la cohérence des données à la taille de l'échantillon. L'objectif n'est pas de produire des résultats généralisables à l'ensemble des PME, mais d'identifier des tendances et des dynamiques associées à l'octroi des subventions.

Malgré sa taille limitée, cet échantillon présente un intérêt analytique dans la mesure où il permet une analyse approfondie des évolutions des indicateurs de performance sur des entreprises disposant d'informations complètes et comparables.

3.3. Variables et indicateurs d'analyse

L'évaluation de la performance des PME repose sur trois dimensions principales : la rentabilité, la croissance et la viabilité financière.

Ces dimensions sont appréhendées à travers les indicateurs suivants :

- Résultat net, indicateur de rentabilité ;
- Marge nette, traduisant l'efficacité économique ;
- Chiffre d'affaires, reflétant la croissance de l'activité ;
- Nombre d'employés, indicateur d'impact sur l'emploi ;
- Capacité d'autofinancement (CAF), traduisant la solidité financière.

Ces indicateurs sont analysés dans une logique comparative, en examinant leur évolution avant et après l'octroi des subventions.

3.4. Construction de l'indicateur composite de performance

Afin d'apprécier de manière synthétique la performance globale des PME, un indicateur composite a été construit en combinant plusieurs dimensions clés : la croissance du chiffre d'affaires, l'évolution du résultat net, la marge nette, la capacité d'autofinancement (CAF) et la création d'emplois.

Dans un premier temps, pour chaque indicateur, un écart a été calculé entre les valeurs observées après et avant subvention. Ces écarts ont ensuite été normalisés à l'aide de la méthode min-max, permettant de ramener les variables sur une échelle commune [0,1], selon la formule suivante :

$$Z_i = \frac{X_i - \min(X)}{\max(X) - \min(X)}$$

Dans un second temps, les pondérations associées aux différents indicateurs ont été déterminées à partir d'une Analyse en Composantes Principales (ACP), permettant d'identifier les variables contribuant le plus à la variance globale et d'attribuer des poids objectifs à chaque dimension.

L'indicateur composite est ainsi obtenu par une agrégation pondérée des variables normalisées :

$$I_{composite} = \sum_{j=1}^n w_j \cdot Z_{ij}$$

Les scores obtenus ont été classés en trois catégories :

- 0 à 0,3 : faible performance
- 0,3 à 0,7 : performance moyenne
- 0,7 à 1 : haute performance

Cet indicateur permet de proposer une mesure synthétique et multidimensionnelle de la performance des PME, tout en limitant la subjectivité dans la pondération des variables.

3.5. Méthodes d'analyse des données

Les données quantitatives ont été analysées à l'aide de statistiques descriptives, notamment les moyennes, les écarts-types et les distributions, permettant de caractériser les évolutions des indicateurs de performance.

Une analyse comparative avant/après a été réalisée pour chaque indicateur, afin d'identifier les tendances associées à l'octroi des subventions.

Les données ont été traitées à l'aide des logiciels Microsoft Excel et XLSTAT.

Par ailleurs, les données qualitatives issues des entretiens ont fait l'objet d'une analyse de contenu, permettant d'identifier les effets perçus des subventions ainsi que les facteurs explicatifs des performances observées.

3.6. Limites méthodologiques et portée des résultats

Malgré les efforts méthodologiques déployés, cette étude présente certaines limites qu'il convient de souligner.

Premièrement, l'analyse repose sur un échantillon de 11 PME, sélectionnées sur la base de la disponibilité de données financières complètes avant et après l'octroi des subventions. Bien que ce choix permette de garantir la cohérence et la fiabilité des informations analysées, la taille relativement réduite de l'échantillon limite la portée des résultats en termes de généralisation.

Deuxièmement, l'absence de groupe de contrôle constitué de PME non subventionnées ne permet pas d'isoler rigoureusement l'effet causal des subventions. Les évolutions observées peuvent ainsi être influencées par d'autres facteurs, tels que les conditions économiques, les dynamiques sectorielles ou les stratégies propres aux entreprises.

Troisièmement, un biais de sélection peut exister dans la mesure où les PME bénéficiaires des subventions sont susceptibles d'avoir été retenues sur la base de leur potentiel de performance. Ce phénomène peut conduire à une surestimation des effets associés à l'intervention publique, en raison d'un possible effet de causalité inverse.

Enfin, certaines données mobilisées reposent en partie sur des déclarations des dirigeants, ce qui peut introduire un biais de perception ou de désirabilité.

Dans ce contexte, les résultats doivent être interprétés avec prudence. Ils ne visent pas à établir une relation causale stricte entre les subventions et la performance des PME, mais plutôt à mettre en évidence des tendances et des évolutions associées à l'intervention publique dans un cadre exploratoire.

Ces limites ouvrent des perspectives pour de futures recherches, notamment à travers l'utilisation d'échantillons plus larges, l'intégration de groupes de contrôle et le recours à des méthodes économétriques permettant d'identifier plus rigoureusement les effets causaux.

4. Analyse des résultats

4.1. Caractéristiques des PME enquêtées

Il s'agit dans ce paragraphe de présenter le profil des PME concernées dans notre étude. Cette présentation concerne particulièrement les variables liées au secteur d'activités, à l'ancienneté et au montant de la subvention reçue. Nous présentons dans les tableaux qui suivent les données relatives à ces variables.

Tableau N°1 : Répartition des PME par secteur d'activités

Secteur d'activités	Effectif	Fréquence en %	Cumul %
Agro-industrie	2	18,18%	18,18%
Industrie légère	5	45,45%	63,64%
Services	4	36,36%	100,00%
Total	11	100%	

Source : Données de l'enquête auprès des PME, Mai 2025.

Ces 3 secteurs d'activités sont ceux éligibles pour le financement par le PADMPME. Néanmoins, les PME enquêtées évoluent également dans d'autres secteurs tels que le commerce général et le secteur primaire. Nous concernant, la question sur le secteur d'activités a mis l'accent particulier sur le secteur dans lequel la PME a postulé et gagné la subvention dans le cadre du PADMPME.

Sur les 11 PME qui ont participé dans l'étude, 45,45% sont du secteur de la petite industrie (ou industrie légère), 36,36% sont du secteur de services et 18,18% sont de la transformation agro-alimentaire.

Tableau N°2 : Répartition des PME enquêtées selon leur ancienneté à la soumission

Age de la PME	Effectif	Fréquence en %	Cumul %
Moins de 5 ans	3	27,27%	27,27%
5 – 10 ans	3	27,27%	66,67%
Plus de 10 ans	5	45,45%	100%
Total	11	100,00%	

Source : Données de l'enquête auprès des PME, Mai 2025.

L'ancienneté ou l'expérience d'une PME influence positivement son accès au financement, qu'il s'agisse de subventions ou de crédits. Les institutions considèrent les entreprises plus anciennes comme plus stables et moins risquées, du fait de leur historique, de leur capacité à générer des revenus, de la qualité de leur gestion et de la disponibilité d'états financiers fiables. Leur réseau de partenaires renforce également la confiance des bailleurs.

Selon Berger et Udell (1998), dans leur théorie du cycle de vie des entreprises, l'ancienneté est un facteur clé d'accès au financement formel. Les jeunes PME, faute d'historique et de garanties, peinent à mobiliser des ressources et dépendent souvent des subventions ou de financements alternatifs. Les programmes publics privilégient d'ailleurs les entreprises matures pour limiter les risques et garantir un meilleur impact. L'ancienneté devient ainsi un critère de sélection, perçu comme gage de stabilité et de bonne gestion, ce qui justifie son intégration dans notre analyse.

Selon les critères d'éligibilité du PADMPME, l'âge minimum requis est de 2 ans. Dans notre échantillon, 45,45% des PME ont une ancienneté de plus de 10 ans d'existence formelle et opérationnelle, chacun des groupes de celles qui ont moins de 5 ans d'une part, et entre 5 et 10 ans d'autre part représentent 27,27%. L'âge minimum à la demande de subvention dans cet échantillon est de 3 ans, l'âge maximum est de 28 ans. L'âge moyen est de 11 ans avec un écart-type de 8 ans. Ces résultats montrent que les PME enquêtées ont toutes répondu de façon satisfaisante au critère lié à l'ancienneté.

Tableau N°3 : Répartition des PME enquêtées selon le montant de la subvention reçue

Subvention reçue	Effectif	Fréquence en %	Cumul %
Moins de 50000\$	1	9,09%	9,09%
50000 – 75000\$	6	54,55%	63,64%
Plus de 75000\$	4	36,36%	100,00%
Total	11	100,00%	

Source : Données de l'enquête auprès des PME, Mai 2025.

La subvention COPA-PADMPME accordée aux PME en 2021 a varié de 24000 à 140000\$, alors les termes de référence du Programme prévoyait de subvention allant jusqu'à 200000\$.

Dans notre échantillon, la subvention minimale bénéficiée par une PME est de 25000\$ et le montant maximal est de 90000\$. La subvention moyenne est de 65190,9\$ avec un écart-type de 18865,3\$.

Plusieurs facteurs ont influé sur la décision de la hauteur de la subvention à accorder à une PME. Parmi ces facteurs figurent la qualité du plan d'affaires et de la stratégie de croissance qui y figure, la taille de la PME ainsi que la capacité à générer les emplois.

4.2. Performance économique et financière

Ce point analyse l'évolution des indicateurs économiques et financiers des PME, notamment la rentabilité, la croissance et la viabilité. Il s'agit de mesurer les progrès réalisés en matière de profits, de consolidation des ressources et de stabilité financière après la subvention.

4.2.1. Analyse de la rentabilité

L'analyse de la rentabilité permet d'évaluer la capacité des PME à générer des profits à partir des ressources mises en œuvre. Elle constitue un critère significatif pour apprécier l'efficacité économique des entreprises bénéficiaires des subventions. Dans le cadre de notre étude, nous avons examiné le résultat net et la marge nette. Les tableaux qui suivent présente les résultats pour les PME enquêtées.

Tableau N°4 : Résultat net réalisé par les PME avant et après subvention

Résultat net (en \$)	Avant subvention		Post subvention	
	Effectif	%	Effectif	%
Moins de 5000	3	27,27%	1	9,09%
5000-10000	1	9,09%	2	18,18%
Plus de 10000	7	63,64%	8	72,73%
Total	11	100%	11	100%
Minimum	212,00		1 325,00	
Maximum	42 114,67		49 103,00	
Moyenne	15 445,35		20 785,59	
Ecart type	12 709,49		15 143,13	

Source : Données de l'enquête auprès des PME, Mai 2025.

Le résultat net permet d'évaluer l'impact direct des subventions sur la rentabilité globale d'une PME. Une amélioration significative du résultat net après l'octroi d'une subvention peut indiquer une utilisation efficace des ressources reçues et un renforcement de la performance économique de l'entreprise.

Nos résultats révèlent qu'avant la subvention, 36,36% des PME enquêtées réalisaient un résultat net inférieur n'atteignant pas 10000\$ et 63,64% dépassaient les 10000\$. Après l'octroi de la subvention, cette proportion de PME avec un résultat net supérieur à 10000\$ est passée à 72,73%, traduisant une amélioration de la rentabilité des entreprises. Nous observons également une réduction du nombre de PME dans la catégorie moins de 5000\$, passant de 3 à 1 entreprise, soit de 27,27% à 9,09%.

Ces résultats peuvent traduire un effet positif de la subvention sur la performance financière des PME, avec un déplacement global des entreprises vers les tranches de résultats plus élevés.

L'augmentation du résultat net moyen et du maximum atteint après la subvention conforte l'idée que ces appuis financiers ont contribué de manière significative à renforcer la capacité bénéficiaire des PME.

Tableau N°5 : Analyse de la marge nette

Marge nette	Avant subvention		Post subvention	
	Effectif	%	Effectif	%
0-10%	3	27,27%	3	27,27%
10-30%	3	27,27%	4	36,36%
Plus de 30%	5	45,45%	4	36,36%
Total	11	100%	11	100%
Minimum	0,29%		3,57%	
Maximum	49,50%		50,01%	
Moyenne	24,71%		23,77%	
Ecart type	17,18%		16,38%	

Source : Données de l'enquête auprès des PME, Mai 2025.

La marge nette permet d'apprécier l'efficacité globale d'une PME à transformer ses revenus en bénéfices, après prise en compte de toutes ses charges. Une amélioration de la marge nette après l'octroi d'une subvention indique une meilleure rentabilité d'exploitation et une utilisation efficace de l'aide reçue. Elle révèle si la subvention a permis non seulement d'augmenter les revenus, mais aussi de mieux contrôler les coûts.

L'analyse descriptive de nos résultats montre que la marge nette minimale est passée de 0,29% à 3,57%, indiquant une amélioration de la rentabilité minimale des entreprises les moins performantes. La marge nette moyenne a légèrement diminué, passant de 24,71% avant subvention à 23,77% après subvention, soit une baisse de 0,94%. Contrairement à l'analyse du résultat net, l'évolution de la marge nette ne montre pas d'amélioration globale significative de la rentabilité relative des PME après subvention. Cela peut s'expliquer par une augmentation

des charges liées à l'expansion des activités (coûts de production, embauche de personnel, investissements en équipements).

L'écart-type diminue légèrement de 17,18% à 16,38%, ce qui montre que les écarts de rentabilité entre les entreprises tendent à se réduire, suggérant une certaine homogénéisation des performances après la subvention.

Tableau N°6 : Appréciation de la rentabilité globale après subvention

	Effectif	%
Oui	10	90,91%
Non	1	9,09%
Total	11	100%

Source : Données de l'enquête auprès des PME, Mai 2025.

La quasi-totalité des PME enquêtées (90,91%) affirme avoir constaté une amélioration significative de leur rentabilité après avoir bénéficié de la subvention. Cette évolution est attribuée à l'amélioration des services offerts et à l'embauche de personnel plus qualifié, comme en témoignent ces propos : « *L'augmentation de la production et des clients est notable, et le service est devenu plus rapide parce que nous avons amélioré nos services et ajouté une main-d'œuvre plus professionnelle, ce qui nous a permis de réaliser un chiffre d'affaires plus important.* »

Dans le secteur de la boulangerie, par exemple, cette amélioration s'est concrétisée par une hausse de la production journalière : « *Nous produisons désormais en grande quantité et avons augmenté la production journalière en termes de sacs de farine.* »

Grâce à la subvention, certaines entreprises ont pu mettre en place de nouvelles unités de production et renforcer leurs ressources : « *Il y a eu une augmentation des ressources et la création d'une nouvelle chaîne de production* » ; « *Nous avons acquis de nouvelles machines et avons recruté plus de travailleurs* ». Certains bénéficiaires affirment avoir pu innover de manière significative et devenir des pionniers dans leur secteur : « *Grâce à la subvention, nous avons pu réaliser des bénéfices constants qui nous ont permis de résoudre plusieurs problèmes. Nous avons innové dans de nombreux domaines et sommes aujourd'hui les premiers à le faire dans la province du Kongo Central* ».

La seule entreprise n'ayant pas constaté d'amélioration justifie sa situation par des circonstances exceptionnelles ayant fortement perturbé ses activités : « *Je n'ai pas noté d'évolution parce que j'ai connu un problème de démolition de notre siège* ».

La perception de l'apport des subventions met en lumière l'impact concret et positif des subventions COPA sur la rentabilité et la compétitivité des PME bénéficiaires. Ils traduisent non seulement une amélioration des performances économiques, mais aussi une dynamique de modernisation, d'innovation et de conquête de nouveaux marchés.

4.2.2. Analyse de la croissance

La croissance a été analysée à travers deux indicateurs : l'évolution du chiffre d'affaires, qui reflète la capacité des PME à accroître leurs revenus, et la progression des effectifs, indicateur de l'impact des subventions sur l'emploi et le renforcement des capacités. Les tableaux qui suivent en présentent les résultats.

Tableau N°7 : Evolution du chiffre d'affaires des PME enquêtées

Chiffre d'affaires annuel	Avant subvention		Post subvention	
	Effectif	%	Effectif	%
Moins de 50000	2	18,18%	2	18,18%
50000-75000	8	72,73%	3	27,27%
Plus de 75000	1	9,09%	6	54,55%
Total	11	100%	11	100%
Minimum	10 250,04		28 415,04	
Maximum	162 855,00		244 400,04	
Moyenne	61 492,48		102 283,30	
Ecart type	37 566,24		66 170,92	

Source : Données de l'enquête auprès des PME, Mai 2025.

L'analyse de l'évolution du chiffre d'affaires permet d'apprécier l'impact direct des subventions sur la performance économique des PME. Une croissance du CA traduit souvent un renforcement des capacités productives, une meilleure compétitivité et une progression de la demande adressée à l'entreprise. C'est un indicateur central pour évaluer la pertinence de l'appui financier reçu (Cassar & Holmes, 2003).

Les résultats de ce tableau montrent qu'avant l'octroi de la subvention, la majorité des PME (72,73%) réalisaient un chiffre d'affaires annuel compris entre 50000 et 75000\$, tandis qu'une seule entreprise (soit 9,09%) dépassait les 75000\$. Après la subvention, nous observons un changement significatif : 54,55% des PME réalisent désormais un chiffre d'affaires supérieur à 75000\$, la proportion des entreprises dans la tranche intermédiaire (50000 – 75000\$) chute à 27,27% et la part des PME réalisant moins de 50000\$ de chiffre d'affaires reste stable à 18,18%.

Ces résultats indiquent une nette amélioration des performances commerciales après subvention, marquée par le passage d'un plus grand nombre d'entreprises dans la catégorie des plus hauts chiffres d'affaires.

L'analyse descriptive montre par ailleurs que le chiffre d'affaires minimum est passé de 10250,04\$ avant la subvention à 28415,04\$ après, montrant une amélioration significative même pour les PME les moins performantes. Le maximum atteint par les PME est également en hausse, passant de 162855\$ à 244400\$, soit une augmentation de plus de 50%. La moyenne du chiffre d'affaires progresse de 61492,48\$ à 102283,30\$, soit une augmentation de 66,3%, ce qui confirme une dynamique de croissance non négligeable au sein des entreprises bénéficiaires.

Tableau N°8 : Evolution des emplois au sein des PME bénéficiaires

Nombre d'employés	Avant subvention		Post subvention	
	Effectif	%	Effectif	%
Moins de 5 employés	5	45,45%		0,00%
5-10 employés	5	45,45%	3	27,27%
Plus de 10 employés	1	9,09%	8	72,73%
Total	11	100%	11	100%
Minimum	2,00		6,00	
Maximum	11,00		22,00	
Moyenne	5,36		13,55	
Ecart type	2,69		5,20	

Source : Données de l'enquête auprès des PME, Mai 2025.

L'évolution des emplois permet de mesurer l'effet social des subventions sur les PME. Une hausse des effectifs reflète une dynamique de croissance inclusive, la création d'opportunités d'emploi, et un renforcement des capacités opérationnelles. Elle traduit aussi la contribution des subventions à la lutte contre le chômage, à la stabilisation des revenus des ménages et à l'intégration socio-économique locale (OCDE, 2020).

Les résultats révèlent un impact positif des subventions COPA sur l'emploi au sein des PME bénéficiaires. Toutes les entreprises ont accru leur effectif, aucune ne reste aujourd'hui en dessous de 5 employés. Plus de 70% des PME disposent, suivant les données ci-dessus, de plus de 10 employés, contre seulement 9% avant la subvention. L'effectif moyen est passé de 5 à plus de 13 employés par PME, témoignant d'une dynamique remarquable de création d'emplois.

Ces résultats confirment l'effet significatif des subventions COPA sur l'emploi. La hausse marquée des effectifs reflète un renforcement des capacités opérationnelles des PME, mais aussi un impact social concret en matière de création d'emplois et de lutte contre le chômage.

4.2.3. Analyse de la viabilité financière

L'appréciation de la viabilité financière des PME bénéficiaires repose sur l'évaluation de leur capacité à générer des ressources internes suffisantes pour financer leurs activités de manière autonome. Dans cette étude, l'analyse s'est focalisée sur la capacité d'autofinancement (CAF), un indicateur qui permet de mesurer la solidité financière à long terme et l'indépendance vis-à-vis des financements externes. Les résultats de cet indicateur sont présentés dans le tableau qui suit.

Tableau N°9 : Evolution de la capacité d'autofinancement des PME subventionnées

Cash-flow	Avant subvention		Post subvention	
	Effectif	%	Effectif	%
Moins de 25000	5	45,45%	3	27,27%
25000-50000	3	27,27%	5	45,45%
Plus de 50000	3	27,27%	3	27,27%
Total	11	100%	11	100%
Minimum	4 571,00		11 655,00	
Maximum	471 822,00		508 634,22	
Moyenne	69 574,73		79 517,61	
Ecart type	135 035,69		144 055,85	

Source : Données de l'enquête auprès des PME, Mai 2025.

La CAF joue un rôle important dans la viabilité en assurant la pérennité financière de la PME. Elle permet de financer les investissements futurs et de maintenir l'autonomie de l'entreprise, tout en garantissant la rentabilité à long terme. Une CAF positive assure également la continuité des opérations après la subvention, renforçant ainsi la stabilité financière et la capacité à rembourser des crédits ou à autofinancer des projets futurs (Julien P. , 2018).

Avant l'obtention de la subvention, 45,45% des PME avaient une capacité d'autofinancement inférieure à 25000\$, pouvant s'appréhender comme une situation financière relativement fragile. Après la subvention, cette proportion baisse à 27,27%, ce qui peut indiquer une amélioration de la situation de trésorerie pour une partie des entreprises. La proportion de PME réalisant un cash-flow compris entre 25000 et 50000 passe de 27,27% à 45,45%, ce qui montre que plusieurs entreprises ont progressé vers des niveaux de financement internes plus confortables. La part des entreprises avec un cash-flow supérieur à 50000\$ reste immuable à 27,27%, ce qui peut signifier que les entreprises les plus performantes ont maintenu leur niveau de capacité d'autofinancement.

L'analyse descriptive révèle des informations intéressantes en ce sens que le minimum du cash-flow a presque triplé, passant de 4571 à 11655\$, signe que même les entreprises les moins bien positionnées financièrement ont pu améliorer leur capacité de financement interne. Le cash-flow maximum passe de 471822\$ à 508634\$, ce qui peut confirmer les efforts de consolidation de la trésorerie des entreprises les plus performantes. La moyenne du cash-flow enregistre une hausse, passant de 69574,73\$ avant subvention à 79517,61\$ après subvention, soit une augmentation de 14,3 %.

Ces résultats permettent de mettre en évidence une amélioration globale de la capacité d'autofinancement des PME bénéficiaires après l'octroi des subventions.

4.2.4. Indicateur composite de la performance économique-financière

Le tableau qui suit présente les résultats de l'indicateur composite.

Tableau N°10 : Appréciation de la performance économique et financière des PME

Indice de performance	Effectif	%
0 - 0,3	1	9,09%
0,3 - 0,7	8	72,73%
0,7 - 1	2	18,18%
Total	11	100%

Source : Nos calculs sur base des données de l'enquête, Mai 2025.

L'analyse des résultats de l'indicateur composite montre que 72,73% des PME se situent dans une zone de performance moyenne, ce qui peut traduire des progrès appréciables après la subvention, mais laissant encore des marges d'amélioration ; 18,18% ont atteint une haute performance, illustrant une utilisation efficace des subventions pour renforcer leur solidité économique. Toutefois, 9,09 % des PME demeurent en situation de faible performance, nécessitant un accompagnement supplémentaire pour améliorer durablement leurs résultats.

Ces résultats confirment l'effet positif des subventions sur le renforcement des capacités économiques et financières des entreprises bénéficiaires.

5. Discussion des résultats

Les résultats de cette étude mettent en évidence une amélioration globale des performances économiques et financières des PME bénéficiaires des subventions du COPA-PADMPME. Toutefois, ces effets apparaissent différenciés selon les indicateurs considérés, ce qui confirme le caractère ambivalent des subventions déjà mis en évidence dans la littérature.

5.1. Un effet globalement positif des subventions sur la performance des PME

Les résultats empiriques montrent une amélioration significative du résultat net, du chiffre d'affaires, de l'emploi et de la capacité d'autofinancement des PME après l'octroi des subventions. Cette évolution suggère que les subventions ont contribué à renforcer les capacités productives et financières des entreprises bénéficiaires.

Ces résultats sont cohérents avec les travaux de Beck et Demircuc-Kunt (2006) et Ayyagari et al. (2011), qui mettent en évidence le rôle déterminant de l'accès au financement dans la croissance des PME. Dans le contexte étudié, les subventions ont permis de lever partiellement les contraintes financières, facilitant ainsi l'investissement et l'expansion des activités.

De plus, l'augmentation significative de l'emploi observée dans les PME bénéficiaires confirme le rôle des subventions comme levier de développement économique et social, en contribuant à la création d'emplois. Ce résultat rejoint les analyses de l'OCDE (2020), qui soulignent l'importance des politiques de soutien aux PME dans la promotion de l'emploi et de l'inclusion économique.

5.2. Une amélioration nuancée de la rentabilité : entre croissance et pression sur les coûts

Si les résultats montrent une amélioration du résultat net, l'analyse de la marge nette révèle une évolution plus contrastée, marquée par une légère diminution de la rentabilité relative moyenne.

Cette situation peut s'expliquer par une augmentation des charges liées à l'expansion des activités, notamment les investissements en équipements, le recrutement de personnel et les coûts opérationnels associés à la croissance. Ainsi, les subventions semblent avoir favorisé une croissance extensive des entreprises, sans nécessairement améliorer immédiatement leur efficacité économique.

Ce constat est en ligne avec les travaux de Howell (2017), qui montrent que les effets des subventions sur la productivité et la rentabilité dépendent des capacités organisationnelles des entreprises. Il confirme également l'idée selon laquelle les subventions peuvent générer des effets différés, nécessitant un temps d'adaptation avant de se traduire pleinement en gains d'efficacité.

5.3. Une forte dynamique de croissance et de création d'emplois

L'augmentation du chiffre d'affaires et des effectifs constitue l'un des résultats les plus marquants de l'étude. La progression significative du chiffre d'affaires moyen et le passage d'un grand nombre de PME vers des tranches supérieures traduisent un renforcement de la capacité commerciale et productive des entreprises.

Par ailleurs, la hausse importante des effectifs, avec une moyenne passant de 5 à plus de 13 employés, met en évidence un impact direct des subventions sur la création d'emplois.

Ces résultats confirment le rôle des subventions comme catalyseur de croissance, en permettant aux entreprises de franchir des seuils critiques d'investissement et de développement. Ils s'inscrivent dans la continuité des analyses empiriques qui soulignent l'effet positif du financement public sur l'expansion des PME.

5.4. Une amélioration de la viabilité financière, mais encore hétérogène

L'analyse de la capacité d'autofinancement montre une amélioration globale de la situation financière des PME, notamment à travers la progression du cash-flow moyen et la réduction du nombre d'entreprises en situation de faible capacité financière.

Cependant, les résultats révèlent également une certaine hétérogénéité entre les entreprises, certaines PME maintenant des niveaux élevés de performance, tandis que d'autres progressent plus lentement.

Cette hétérogénéité confirme les conclusions de Benali et Ait Kadi (2020), selon lesquelles l'impact des subventions varie en fonction des caractéristiques des entreprises, notamment leur taille, leur niveau de structuration et leur capacité de gestion.

5.5. Une performance globale améliorée, mais encore perfectible

L'analyse de l'indicateur composite montre que la majorité des PME se situe dans une zone de performance moyenne, avec une proportion plus limitée d'entreprises atteignant un niveau élevé de performance.

Ce résultat suggère que, bien que les subventions aient contribué à améliorer la performance globale des entreprises, elles ne suffisent pas à garantir une transformation complète et durable des PME.

Ce constat rejoint les travaux de Kouassi et N'Dri (2022), qui insistent sur le rôle déterminant de l'accompagnement non financier dans l'efficacité des subventions. Il met en évidence la nécessité de compléter les dispositifs financiers par des actions de formation, de conseil et de renforcement des capacités organisationnelles.

5.6. Une confirmation empirique du caractère conditionnel des subventions

Dans l'ensemble, les résultats de cette étude confirment le caractère conditionnel de l'efficacité des subventions, largement documenté dans la littérature.

Si les subventions apparaissent comme un levier important de performance, leur impact dépend de plusieurs facteurs :

- les capacités internes des entreprises ;
- la qualité de la gestion ;
- l'environnement économique ;
- et l'existence d'un accompagnement adapté.

Ainsi, les résultats ne permettent pas d'établir une relation causale stricte entre subvention et performance, mais mettent en évidence des dynamiques positives associées à l'intervention publique.

5.7. Apports de l'étude et contribution à la littérature

Cette étude contribue à la littérature en apportant une analyse empirique contextualisée de l'efficacité des subventions publiques dans le contexte de la RDC, où les travaux restent encore limités.

Elle met en évidence :

- un effet globalement positif des subventions
- une hétérogénéité des impacts
- l'importance des facteurs organisationnels
- la nécessité d'un accompagnement complémentaire

Ces résultats enrichissent les travaux existants en apportant des éléments empiriques issus d'un contexte africain spécifique, et en confirmant la complexité des mécanismes reliant les subventions à la performance des PME.

Conclusion

Cet article avait pour objectif d'analyser les effets des subventions publiques accordées dans le cadre du COPA-PADMPME sur la performance économique et financière des PME bénéficiaires dans la ville de Matadi.

Les résultats obtenus mettent en évidence une amélioration globale des performances des entreprises après l'octroi des subventions, notamment en termes de chiffre d'affaires, de résultat net, de création d'emplois et de capacité d'autofinancement. Ces évolutions suggèrent que les subventions ont contribué à renforcer les capacités productives et financières des PME, en leur permettant d'investir, de se développer et de consolider leurs activités.

Toutefois, l'analyse révèle également des résultats plus nuancés. L'évolution de la marge nette montre que l'amélioration de la rentabilité relative n'est pas systématique, en raison notamment de l'augmentation des charges liées à l'expansion des activités. De plus, les effets des subventions apparaissent hétérogènes selon les entreprises, certaines ayant mieux valorisé les ressources reçues que d'autres.

Ces résultats confirment le caractère ambivalent des subventions mis en évidence dans la littérature. Elles peuvent constituer un levier important de performance, mais leur efficacité dépend fortement des capacités internes des entreprises, de leur niveau de structuration et de l'environnement dans lequel elles évoluent.

Par ailleurs, compte tenu des limites méthodologiques de l'étude, notamment la taille de l'échantillon, l'absence de groupe de contrôle et le risque de biais de sélection, les résultats doivent être interprétés avec prudence. Ils ne permettent pas d'établir une relation causale stricte entre les subventions et la performance des PME, mais mettent en évidence des tendances associées à l'intervention publique dans un cadre exploratoire.

Malgré ces limites, cette recherche apporte une contribution empirique importante à la compréhension de l'efficacité des dispositifs publics de soutien aux PME dans le contexte de la RDC, où les études sur cette thématique restent encore limitées.

Bibliographie

Ayyagari, M., Demirgüç-Kunt, A., & Maksimovic, V. (2011). Small vs. young firms across the world: Contribution to employment, job creation, and growth. *World Bank Policy Research Working Paper*, 5631.

Beck, T., & Demirgüç-Kunt, A. (2006). Small and medium-size enterprises: Access to finance as a growth constraint. *Journal of Banking & Finance*, 30(11), 2931–2943. <https://doi.org/10.1016/j.jbankfin.2006.05.009>

Benali, Y., & Ait Kadi, H. (2020). Efficacité des dispositifs publics d'appui aux PME. *Revue Marocaine de Gestion et de Développement*, 12(3), 56-74.

Berger, A. N., & Udell, G. F. (1998). The economics of small business finance: The roles of private equity and debt markets in the financial growth cycle. *Journal of Banking & Finance*, 22(6–8), 613–673. [https://doi.org/10.1016/S0378-4266\(98\)00038-7](https://doi.org/10.1016/S0378-4266(98)00038-7)

Cassar, G., & Holmes, S. (2003). Capital structure and financing of SMEs: Australian evidence. *Accounting & Finance*, 43(2), 123–147. <https://doi.org/10.1111/1467-629X.00085>

El Idrissi, A., Keltoum, S., & Benabdelhadi, M. (2022). Impact des aides publiques sur la performance des PME marocaines. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 3(1), 78–95. <https://doi.org/10.47459/rfeg.2022.3.1.p78>

Hayek, F. A. (1944). *The road to serfdom*. University of Chicago Press.

Howell, S. T. (2017). Financing innovation: Evidence from R&D grants. *American Economic Review*, 107(4), 1136–1164. <https://doi.org/10.1257/aer.20150808>

Jensen, M. C., & Meckling, W. H. (1976). Theory of the firm: Managerial behavior, agency costs and ownership structure. *Journal of Financial Economics*, 3(4), 305–360. [https://doi.org/10.1016/0304-405X\(76\)90026-X](https://doi.org/10.1016/0304-405X(76)90026-X)

Julien, P. A. (2018). *Entrepreneuriat régional et économie de la connaissance*. Presses de l'Université du Québec.

Keynes, J. M. (1936). *The general theory of employment, interest and money*. Macmillan.

Kouassi, A., & N'Dri, B. (2022). Subventions et accompagnement des PME : le cas ivoirien. Dans *Entrepreneuriat et développement en Afrique de l'Ouest*, 145–168.

Lerner, J. (1999). The government as venture capitalist: The long-run impact of the SBIR program. *Journal of Business*, 72(3), 285–318. <https://doi.org/10.1086/209616>

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2020). *Financing SMEs and entrepreneurs 2020: An OECD scoreboard*. OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/061fe03d-en>

Pigou, A. C. (1912). *Wealth and welfare*. Macmillan.

Stiglitz, J. E., & Weiss, A. (1981). Credit rationing in markets with imperfect information. *American Economic Review*, 71(3), 393–410.